

R A P P O R T D ' O R I E N T A T I O N

PRESENTE PAR GUY KONOPNICKI PRESIDENT DE LA COMMISSION DE PREPARATION  
DU 59° CONGRES UNEF

I N T R O D U C T I O N

Chers Camarades,

Le 59° Congrès de l'UNEF constitue la première expérience de débat syndical depuis plusieurs années à l'UNEF.

Il a été préparé par 200 assemblées générales de Comités d'action par des dizaines de débats avec les étudiants. Congrès de lutte, il s'inscrit dans une période où les actions se multiplient dans les facultés et rassemble les délégués des luttes des étudiants.

Il fixe pour but à ses travaux de créer les conditions du développement des luttes, de faire grandir l'organisation syndicale des étudiants.

Il veut réaliser l'unité au sein du syndicat de tous ceux qui veulent défendre leurs intérêts. Il se place sous le signe de la solidarité avec les travailleurs et les enseignants qui y sont représentés par leurs syndicats.

Congrès de la solidarité internationale, il accueille les représentants des organisations qui luttent contre l'impérialisme.

La tenue de notre congrès prouve que malgré les différentes tentatives de liquidation, l'UNEF connaît un réel développement, qu'elle est prête à devenir la grande organisation dont les étudiants ont besoin.

Pourtant, tout a été mis en oeuvre pour que l'UNEF ne tienne pas son congrès depuis la démission d'une direction en faillite jusqu'aux tentatives de putsh et au concile scissionniste de Dijon auquel Guichard a apporté sa caution. Certains en effet, ont cru bon de quitter l'UNEF parce qu'ils y étaient minoritaires. Nul ne les y a contraint et nul ne les force à rester en dehors de l'organisation, s'ils sont prêts à respecter le débat démocratique. Celui-ci doit s'ouvrir à partir d'une réflexion sur la situation des étudiants, de l'Université, sur les problèmes posés par la politique universitaire, scolaire et économique du pouvoir, ainsi que sur les devoirs de solidarité internationale de l'UNEF.

## I LES ETUDIANTS FACE A L'UNIVERSITE DE CLASSE.

Les préoccupations majeures de notre congrès se situent autour des problèmes posés par la situation des étudiants.

Trois questions principales sont posées dans la vie des étudiants: leur situation matérielle, leurs études et leur avenir.

La grande majorité des étudiants est issue de couches sociales dont le pouvoir d'achat va en se dégradant. 9,4% d'entre eux sont des fils de travailleurs, et l'on sait que les hausses du coût de la vie survenues depuis 2 ans, sans que les salaires aient été globalement réévalués depuis les accords de Grenelle, en ont dégradé le niveau de vie. Les mêmes problèmes sont posés aux 8,6% de fils d'employés, aux 16,7% d'enfants de classes moyennes. 28% des étudiants proviennent de familles de petits commerçants et artisans, et l'on sait que l'accroissement des charges fiscales conduit nombre d'entre eux à renoncer à leur profession.

C'est à dire que pour la majorité des étudiants l'aide familiale ne peut permettre de vivre et de poursuivre des études. Il appartient à l'Etat d'apporter aux étudiants l'aide directe et indirecte permettant de fournir au pays les cadres dont il a besoin et de donner à chaque jeune la qualification à laquelle il aspire.

Or le seul système d'aide matérielle directe est celui des bourses dont les critères d'attribution ne correspondent pas à la réalité des besoins et dont le pouvoir d'achat est passé du taux moyen de 1240 heures annuelles de SMIG à 800 h., et ceci en 5 ans.

Un tel système ne permet pas la poursuite des études. C'est pourquoi de nombreux étudiants sont contraints à un travail salarié, et les statistiques montrent que la moitié des étudiants effectue ce travail en permanence, et que 80% des étudiants s'y consacrent à un moment donné de leurs études. Le résultat est connu: 9 salariés sur 10 échouent à leurs examens.

Non seulement, rien n'est fait pour pallier à une telle situation, mais de plus le principal employeur d'étudiants c'est le ministère de l'éducation Nationale qui recrute un personnel enseignant et administratif au rabais parmi les étudiants.

Pourtant la solution du problème est connue et la Commission ministérielle "Vie de l'étudiant" fut contrainte d'en tenir compte en préconisant un système d'allocation d'étude.

En ce qui concerne l'aide indirecte aux étudiants, la situation n'est guère meilleure. Alors que le logement constitue un problème extrêmement important pour des dizaines de milliers d'étudiants, le 5<sup>e</sup> Plan accuse un déficit de 40 000 chambres par rapport à des objectifs pourtant insuffisants et ce déficit n'est pas reporté au 6<sup>e</sup> Plan. Ce manque de logements sociaux pour étudiants permet une escalade constante des loyers chez les particuliers sans qu'aucun contrôle puisse être fait. De plus les loyers en cité ont eux-mêmes connu des hausses importantes. Et l'objectif gouvernemental consiste à se débarrasser des logements sociaux universitaires au profit de constructions privées qui existent déjà dans certains campus et dont les loyers seraient plus élevés.

L'ensemble des œuvres universitaires connaît d'ailleurs une situation semblable.

Les tarifs des Restau U ont augmenté en Octobre et de nouvelles hausses sous forme de cartes hebdomadaires sont envisagées et déjà repoussées par la lutte et l'action des élus de la FRUF, de l'UGE et de l'UNEF dans trois CROUS. Dans la majorité des cas le nombre des restau U est insuffisant et la qualité des repas laisse à supposer que l'on considère que la nourriture intellectuelle suffit aux étudiants.

De telles conditions de vie conduisent 2/3 des étudiants à abandonner leurs études avant d'avoir pu obtenir un diplôme de 2<sup>d</sup> cycle.

Tout est fait pour écarter les étudiants les plus défavorisés de l'enseignement supérieur.

La même base de difficultés se retrouve au niveau des conditions et de la conception même des études.

Trois caractéristiques dominent l'enseignement supérieur: le manque de moyens, la sélection sociale par l'échec, l'inadaptation des programmes.

En effet, si des réalisations importantes se sont multipliées dans les dernières années, elles sont le fruit des luttes des étudiants, des enseignants et des travailleurs et ne font que pallier aux besoins immédiats du développement des sciences et des techniques. Il reste que les équipements de l'enseignement supérieur sont insuffisants pour accueillir 700 000 étudiants et - nous le verrons - ces 700 000 étudiants ne sont pas de trop pour assurer l'avenir culturel, scientifique et économique de notre pays.

Le nombre d'enseignants ne permet pas non plus d'assurer un réel encadrement pédagogique et nombre de groupes de travail et séminaires comptent plus d'une centaine d'étudiants ce qui interdit tout travail collectif. Dans de nombreux cas des matières figurent au programme des examens sans que les enseignements soient assurés pour leur préparation.

Préparés dans de telles conditions, les examens sont l'angoisse de ceux qui n'ont pas la possibilité matérielle d'effectuer un travail personnel, et notamment des étudiants salariés qui ne peuvent assister aux enseignements.

Cette situation se trouve aggravée par le décret du 19 Juin qui en combinant formellement l'examen et la vérification continue des connaissances rétablit de fait l'assiduité obligatoire et transforme le cursus universitaire en un bachotage permanent.

De plus, le décret sur les unités de valeurs transforme le DUEL et la licence en une somme d'unités de valeurs, ce qui crée en fait une note éliminatoire.

Le résultat de cette politique c'est que l'université constitue un vaste filtre et donc un gachis d'intelligence.

De plus les programmes mêmes des facultés ne correspondent ni à l'avenir de la vie professionnelle, ni au développement de la connaissance; c'est dire qu'il existe un double décalage: décalage entre le développement de la science et la mise en pratique de ce développement, entre cette mise en pratique et l'enseignement.

Tout ceci conduit à s'interroger sur l'avenir des étudiants.

Mise à part une poignée de privilégiés, issus de la bourgeoisie et destinés à occuper des fonctions de grands cadres de l'Etat et de l'Economie, la masse des étudiants se destine à des fonctions salariées. Or, les 2/3 des étudiants abordent ces fonctions de salariées sans diplômes.

Mais surtout, mis à part quelques écoles ou instituts spécialisés, l'enseignement ne fournit pas de qualification professionnelle même la formation générale indispensable pour acquérir une formation professionnelle.

Deux défauts opposés se retrouvent: celui des IUT diffusant une formation étroitement spécialisée, sans base fondamentale, et ne permettant pas d'assurer le développement de la connaissance, et celui des facultés de lettres diffusant une formation générale mais parcellaire ne conduisant à aucune formation professionnelle.

Cela conduit à une dévalorisation des diplômes sur le marché du travail. Enfin de par le refus gouvernemental de développer l'enseignement, la recherche scientifique, la culture et certaines branches de l'économie, des milliers de diplômés se heurtent au grave problème des débouchés et connaissent le chômage.

Mais, il ne suffit pas, pour lutter de connaître de façon empirique la situation de l'Université et des étudiants.

Il est nécessaire de bien comprendre les mécanismes de la situation afin d'opposer une stratégie d'ensemble du mouvement étudiant à la politique d'ensemble menée par le pouvoir.

#### L'Université actuelle :

Cette situation n'est pas seulement un état de fait. Elle provient à la fois d'une politique cohérente d'adaptation de l'enseignement aux besoins du grand capital et du caractère de classe de l'Université.

En effet si l'effort d'adaptation résulte des nécessités du développement scientifique et économique et des luttes populaires fait apparaître un accroissement réel de l'enseignement cet accroissement n'est limité et dévoyé pour les exigences capitalistes et la volonté de maintenir les rapports de production existants.

En premier lieu cela conduit au refus de puiser dans les forces vives de la nation par le maintien et le renforcement de la sélection sociale.

Cette sélection s'opère dès l'enseignement primaire. Les départements ruraux et ouvriers connaissent des classes surchargées, voire la suppression des écoles publiques. Les retards scolaires sont 20 fois plus nombreux à Nanterre que dans le 16<sup>e</sup> arrondissement, parce que l'on ne met pas en oeuvre les moyens nécessaires à l'aide des enfants, issus de milieux défavorisés. Dans le secondaire la même ségrégation se retrouve au niveau de l'orientation systématique vers les cycles courts, l'enseignement technique et la vie professionnelle sans qualification et dans le refus de l'aide financière aux familles qui souhaitent voir leurs enfants poursuivre les études secondaires.

Cette politique ne provient pas d'un machiavélisme sans fondement précis ou comme le prétend R. Aron d'un phénomène purement biologique indépendant de l'économie.

Elle correspond au contraire au choix économique fait par les oligarchies financières. Celles-ci ont pour loi la recherche du profit et n'opère les investissements que pour accroître les profits. Leur but n'est pas

d'utiliser le progrès scientifique pour promouvoir le progrès social mais d'utiliser les mutations techniques pour accroître le profit. Dans ce système, alors que le niveau actuel de la connaissance peut permettre d'accroître toujours plus le caractère créateur de l'activité humaine, l'homme devient toujours plus un appendice spécialisé de la machine, l'appréhension pleine du processus de production étant réservée à une élite restreinte.

Cela conduit à refuser toute qualification professionnelle à la masse de la jeunesse, à choisir délibérément le développement d'une main-d'œuvre non qualifiée et donc moins chère. Ainsi le système d'enseignement, au lieu d'être un système formateur éveillant les capacités de chacun, décollant les aptitudes, aidant à l'épanouissement de la personnalité, est une sorte d'élimination. A tous les niveaux, il y a un gachis volontaire d'intelligence, ce qui fait qu'à l'entrée même de l'université l'immense majorité des jeunes est déjà éliminée. Le caractère néfaste d'un tel refus de puiser dans les richesses du peuple de notre pays n'est pas une découverte nouvelle. Diderot plaidait déjà pour l'instruction publique en disant " Il y a mille fois plus de chaumières que de palais, il y a donc mille fois plus de chances que le génie sorte d'une chaumière que d'un palais."

Certes il ne s'agit pas seulement de décoller le génie. Il s'agit de permettre un développement de la culture, de la science et de la technique afin que chacun puisse trouver dans la société la place qu'il mérite.

Or, non seulement au niveau des structures et des moyens mis en oeuvre l'éducation nationale freine l'accès de tous à la culture et à la formation professionnelle, mais le système d'enseignement et son contenu ne permettent pas de former les cadres nécessaires.

Avant tout, parce qu'il écarte la masse des jeunes de la formation.

Mais aussi, parce que le poids des idées du passé y est tel qu'on assiste au mépris des sciences et que l'enseignement scientifique est sacrifié. Le résultat est connu: c'est le manque de cadres scientifiques, c'est le retard de la recherche.

Or, à notre époque, le délai entre la découverte scientifique et son application industrielle s'est réduit considérablement.

Nous ne sommes plus au temps où la découverte scientifique constituait un exploit. La découverte est devenue un fait quotidien qui suppose un effort collectif. Pourquoi alors refuser de donner à chacun la possibilité d'y participer?

Pourquoi maintenir la recherche dans la plus grande misère et lui proposer la mendicité pour résoudre ses problèmes?

En fait en limitant le développement de l'Université, en refusant de l'ouvrir largement, en maintenant la diffusion des idées rétrogrades les forces sociales au pouvoir tournent le dos à l'intérêt national. Elles interdisent au pays de puiser dans ses propres richesses et d'exploiter les riches possibilités du développement scientifique.

Elles assignent pour fonction à l'Université de former une main d'œuvre étroitement spécialisée, de contribuer au maintien des rapports de production. Elles lui refusent donc sa mission de diffusion et d'élargissement du savoir, de formation générale et professionnelle. En même temps, le caractère de classe de l'Université est préjudiciable aux étudiants.

Pour eux l'avenir c'est tout d'abord l'élimination pure et simple de l'Université, l'absence de diplômes et par conséquent le chômage ou un emploi qui ne correspond pas à leurs aspirations.

Quant aux autres ils seront des salariés de l'enseignement, de la fonction publique, de la recherche et de la production industrielle.

Le VI<sup>e</sup> Plan renforce les tendances les plus néfastes du système universitaire en introduisant en plus une tentative de démantèlement des services publics et nationalisés.

Il freine au maximum le taux de croissance des dépenses d'éducation et sacrifie tout particulièrement l'aide sociale aux étudiants qui déjà accusait un grave déficit au 5<sup>e</sup> Plan.

L'objectif essentiel est de réaliser l'adaptation de l'enseignement aux "impératifs industriels", définis par le Plan. Ces impératifs privilégient quelques branches d'industrie, sacrifient la recherche, jugée non rentable, de sources nouvelles d'énergie. Surtout il vise à accroître la concentration des principales branches industrielles et favorise la création de trusts multinationaux.

D'une façon générale il vise à utiliser le secteur public et nationalisé pour l'accroissement des profits privés. Les réductions faites par l'EDF, la SNCF, à certaines grosses entreprises, l'utilisation privée des travaux, voire des labo du CNRS illustrent cette orientation.

Le même type d'utilisation se retrouve au niveau de l'enseignement. Tout en continuant à faire assumer à l'Etat, aux familles et aux étudiants

la dépense d'éducation, le patronat compte utiliser mieux, à son profit, la formation universitaire. Cela se traduit par le projet Bleustein-Blanchet voulant orienter les étudiants à partir de 100 000 emplois définis en fonction des besoins patronaux et par la déclaration de François Michelin, voulant définir lui-même les programmes scientifiques et techniques de l'Université de Clermont Ferrand.

Au niveau de l'Université, l'application du VI<sup>e</sup> plan suppose:

1) le développement de filières courtes, technologiques, étroitement spécialisées

2) la coupure entre le 1<sup>er</sup> cycle et l'Université permettant de former une masse de non spécialistes, disposant de quelques éléments de formation et constituant une main d'oeuvre bon marché.

3) la liquidation des filières jugées non rentables comme les lettres et la transformation de certaines disciplines littéraires comme les langues qui tendent à être toujours plus orientées vers le secteur tertiaire.

4) le redécoupage de l'Université en liaison avec l'économie régionale mais organisé sans palnification réelle au fur et à mesure des exigences patronales.

5) la limitation de l'aide aux étudiants et des oeuvres universitaires avec le double but de réaliser une économie d'investissement et de maintenir la ségrégation sociale.

Enfin le VI<sup>e</sup> Plan n'est pas une planification réelle basée sur une prospective de besoins en dépenses d'éducation. Il est tout au plus un schéma soulignant les exigences monopolistes et traçant des solutions à moyen terme pour les satisfaire.

Enfin il pose les objectifs politiques du pouvoir, c'est à dire la volonté d'intégrer les étudiants à sa politique.

Les applications concrètes sont multiples: restructuration, décrets sur les langues, classification de la valeur des diplômes, suppression des IPES et création des ITFP, renforcement de la sélection, volonté d'utiliser les Conseils d'Université comme instruments de la politique universitaire du pouvoir.

On le voit, la situation des étudiants, le caractère de classe de l'Université, les mesures rétrogrades prises par le pouvoir sont les raisons fondamentales du combat pour la défense des revendications des étudiants.

## II LA LUTTE DES ETUDIANTS CONTRE L'UNIVERSITE DE CLASSE

C'est pour défendre leurs intérêts et parce qu'ils ressentent plus ou moins clairement l'inadaptation de l'Université, que les étudiants ont depuis 3 ans développé des luttes d'une ampleur nouvelle.

Mai 68 a ainsi marqué le tournant des luttes, en effet, parce que le pouvoir s'attaque toujours plus directement aux étudiants, les étudiants désignent plus clairement leur adversaire.

C'est le premier enseignement que nous devons tirer de Mai 68.

Le second, c'est la volonté d'être unis dans la lutte avec les autres victimes du pouvoir.

Mais le mouvement de Mai 68 fut limité dans ses victoires par 3 faits:

- 1) l'inexpérience, la confusion, l'absence d'une grande organisation syndicale conduisirent à l'aventurisme que l'on sait.
- 2) l'inexpérience même du mouvement et l'attitude des dirigeants d'alors de l'UNEF ont gêné la construction d'une alliance solide et durable avec les travailleurs.
- 3) le refus du B.N. de l'UNEF de défendre les intérêts des étudiants y compris par la négociation a limité les acquis de la lutte.

Cela dit le développement ultérieur du mouvement étudiant s'est bâti sur divers acquis de Mai 68, c'est à dire la présence massive des étudiants dans la lutte, la recherche de l'union avec les enseignants et les travailleurs et, bien sur, les acquis concrets de la lutte qui montraient à la masse des étudiants qu'elle avait la capacité de battre le pouvoir et de modifier l'Université.

En même temps il fut possible d'utiliser ce qui avait été obtenu et notamment les conseils pour développer de nouveaux combats.

C'est sur cette base que se sont rassemblés au lendemain du congrès de Marseille tous ceux qui n'acceptaient pas la faillite dans laquelle les dirigeants aujourd'hui déçus par les luttes, entraînaient le syndicat.

En effet loin de vouloir utiliser les possibilités nouvelles pour faire triompher les revendications des étudiants, développer les luttes, les dirigeants d'alors préféraient s'orienter vers la minorisation du mouvement. Les militants syndicaux de l'UNEF ne l'ont pas accepté. Constitués en tendance ils ont permis à l'UNEF de vivre dans les luttes des étudiants et de remporter dès les premières élections universitaires un succès considérable montrant la détermination des étudiants à poursuivre le combat engagé en Mai.

Ainsi ceux qui voulaient minoriser le mouvement ont pu voir leur conception battue par les étudiants et firent rapidement faillite.

A partir des élections de 1969 les luttes des étudiants ont pris un caractère nouveau. Des mouvements comme la grève des étudiants en médecine en langue, rassemblaient sur une base revendicative claire et précise, la grande masse des étudiants. En même temps, les étudiants ont appris à déjouer les provocations suscitées par l'adversaire pour dévoyer et discréditer les luttes. Ils développèrent la pratique de la démocratie dans le combat en décidant collectivement de l'action.

Les militants de l'Unef qui ont œuvré au renouveau syndical, les élus, ont joué un rôle essentiel dans le mouvement. Ils l'ont impulsé en recherchant les formes d'action et à la combattivité des étudiants, ils ont fait aboutir les revendications dans de nombreux endroits.

Cela dit, dans la poursuite de l'action, l'UNEF devra être attentive à une série de problèmes décisifs.

En premier lieu, il s'agit de poursuivre notre effort pour que nos luttes ne soient pas isolées des autres luttes et que l'on ne puisse pas les discréditer devant l'opinion publique. En effet, une partie importante de l'opinion conserve une vision déformée de ce que sont les étudiants qu'une certaine presse présente allègrement comme des agités sans raison. Les journaux les plus lus comme France Soir ou Le Parisien, l'ORTF, se saisissent de la moindre occasion pour utiliser les étudiants comme le repoussoir des luttes et l'on se souvient de l'utilisation qui fut faite d'un certain film tourné par l'UDR.

La première bataille c'est donc pour les étudiants de gagner l'opinion par le sérieux de leur mouvement, d'isoler l'adversaire et de ne pas se laisser isoler.

La seconde difficulté des luttes doit être résolue à partir des décisions du congrès et on connaît les premiers éléments de réponse dans la préparation: face à un milieu désorganisé, le pouvoir savait qu'il pouvait prendre certaines mesures parce que les étudiants réagiraient trop tard. En même temps, certaines luttes, même importantes n'ont pu aboutir à cause du manque d'organisation, de l'absence des structures nécessaires à la centralisation des combats.

La question de l'organisation des étudiants dans la lutte est devenue décisive pour vaincre la résistance gouvernementale à la satisfaction de nos revendications.

Sur cette base nous pouvons envisager de façon positive les possibilités de développement futur de l'action.

En effet, la situation actuelle des étudiants exige le combat. En même temps de riches possibilités existent.

Les élections universitaires, les élections de CROUS montrent à travers le succès des listes de défense des intérêts des étudiants, l'importance du mécontentement.

En même temps des luttes importantes se déroulent.

Dans les facultés de lettres notamment le contrôle des connaissances fait l'objet d'importantes actions et notamment à la Sorbonne.

Thème central de la grève des IO et II février, la formation des maîtres et la suppression des IPES constitue une grave préoccupation.

La situation particulière des TS, des IUT, d'EPS, des écoles d'art, des INSA suscite d'importantes actions.

La remise en cause des fonctions hospitalières en médecine, la sélection qui y règne restent des problèmes non résolus.

En plus, les conditions de vie avec notamment les Restau U, les Bourses les allocations d'études restent au centre des problèmes.

Cela veut dire que l'UNEF doit dès après son congrès s'adresser à tous les étudiants et démontrer qu'elle va désormais assumer pleinement son rôle.

Pour cela il est nécessaire d'écouter ce que veulent les étudiants et d'engager l'action chaque fois que c'est nécessaire.

Il n'existe pas de revendication noble, ni de forme d'action privilégiée.

Un assistant manquant, l'engorgement d'un restau U, un retard dans le paiement des bourses sont tout autant des raisons de lutter que le décret du 19 Juin ou la privatisation.

Ce n'est pas l'UNEF qui choisit les revendications et les formes de la lutte même si certaines paraissent plus séduisantes, c'est la situation des étudiants et la situation de l'Université qui les déterminent.

Il nous faut aussi faire des propositions, ouvrir des perspectives.

En effet le ministère de l'Éducation Nationale refuse l'ouverture de négociations d'ensemble. Le rassemblement d'aujourd'hui sera une étape de la pression pour les obtenir. Toute la question sera donc d'intensifier à partir du congrès de l'UNEF, l'action pour des négociations d'ensemble en adoptant ici un plan d'urgence portant sur les moyens, les conditions de vie, la sélection, plan d'urgence qui doit faire l'objet de négociations.

## III LES REACTIONS DU POUVOIR

Mais nous ne pouvons aborder les problèmes de la lutte indépendamment des réactions du pouvoir.

Face aux luttes le pouvoir a une triple réaction: les isoler, tenter d'intégrer les étudiants à sa politique, s'attaquer aux libertés syndicales et démocratiques.

Nous l'avons vu, le pouvoir cherche à isoler les étudiants et il dispose pour cela d'un poids d'habitudes et d'images toutes faites, de l'appui d'une certaine presse. Cette attitude est significative du fait que le gouvernement mis en minorité au référendum de 1969, ébranlé par les luttes populaires craint de se trouver lui-même isolé. C'est aussi pour cela qu'il développe une politique d'intégration.

Celle-ci n'est pas une innovation, elle est même la réplique traditionnelle au mécontentement. Mais elle tient compte aujourd'hui des illusions qui peuvent subsister dans nos milieux. A l'Université, l'intégration se manifeste par l'utilisation que le pouvoir veut faire des conseils.

Mais elle est largement mise en échec par le fait qu'aucune organisation réactionnaire ou corporatiste n'a eu la capacité d'affronter le mécontentement des étudiants lors des dernières élections universitaires et par le succès des listes composées des militants qui luttent pour le renouveau de notre organisation syndicale.

En effet, tous ceux qui ont appelé les étudiants à la désertion prétendaient laisser le champ libre à des mouvements qui auraient pu devenir la représentation légale des étudiants et soutenir en leur nom la politique d'Olivier Guichard.

Il n'en pas été ainsi et pour 1400 sièges les représentants officiels des étudiants sont des syndicalistes. Cela dit une consultation électorale ne peut pas à elle seule régler les problèmes et il appartient aux élus de faire reculer les tentatives d'intégration en utilisant les conseils pour la lutte. Guichard l'a bien compris puisqu'il veut interdire la publicité des débats des conseils et donner des pouvoirs exorbitants aux présidents.

Enfin il existe à l'heure actuelle un renforcement du caractère autoritaire du pouvoir avec la loi scélérate la cour de sûreté de l'Etat, les arrestations arbitraires comme celles de Gilles Guiot, les mesures d'intimidation.

L'université bénéficie de mesures particulières comme la banalisation des campus et la création d'un corps de vigiles universitaires.

Ces mesures visent à renforcer l'arsenal répressif dont le pouvoir dispose pour frapper le mouvement démocratique.

Pour les appliquer, le pouvoir crée lui-même des incidents, spéculé sur l'agitation gauchiste et veut à la fois susciter des réflexes de peur - surtout à la veille des municipales- et habituer l'opinion publique à la répression.

Cela dit, sa marge de manoeuvre est restreinte. Le mouvement populaire suscité par le vote de la loi scélérate en gêne l'application. La preuve vient d'en être donnée par la libération de Gilles Guiot obtenu par un mouvement extrêmement important chez les étudiants et les lycéens.

Comme l'ont déclaré en commun les organisations syndicales et les partis de gauche il importe d'être vigilant vis à vis de la répression.

Mais encore faut-il bien comprendre dans la période actuelle la signification de cette nécessaire vigilance. Cela veut dire tout d'abord qu'il faut s'efforcer dans l'action de ne pas attirer la répression par des formes d'actions qui ne seraient pas comprises de la population, des étudiants.

Cela veut dire aussi qu'il faut combattre chaque mesure de répression. Nous devons nous prononcer contre l'arbitraire et exiger la libération de tous ceux qui, sont injustement emprisonnés, même lorsque nous pensons que leurs méthodes d'action sont précisément celles qui permettent au pouvoir de développer un climat d'insécurité.

Cela signifie que nous nous prononçons contre la Cour de Sureté de l'Etat qui n'a aucune raison d'être dans la période actuelle.

Vis à vis des juridictions universitaires notre position est identiques. Nous devons demander l'abrogation de tous les textes officiels qui permettent de prendre des sanctions universitaires pour des motifs politiques ou pour des motifs extérieurs à l'Université.

Nous devons d'ailleurs être extrêmement vigilants sur cette question des libertés à l'Université.

Certes nous ne sommes pas dans la situation de certaines entreprises où la répression patronale s'exerce au travers de licenciement de militants syndicaux et l'Université jouit encore d'un statut particulier du point de vue de la liberté d'expression.

Sur cette base nous pouvons envisager de façon positive les possibilités de développement futur de l'action. Mais à l'université les mesures répressives qui se développent remettent en cause les franchises elles mêmes, frappent des militants syndicaux.

En effet, la situation actuelle des étudiants exige le combat. En même temps de l'UNEF et pour certains servent de foyer de provocation. Les richesses de riches possibilités existent.

Ainsi nous ne pouvons pas accepter les exclusions arbitraires de l'université, les élections universitaires, les élections de CROUS montrent à travers la banalisation des campus, la présence policière constante le succès des listes de défense des intérêts des étudiants, l'importance et totalement injustifiée à proximité des facultés et notamment au quartier latin.

En même temps des luttes importantes se déroulent. La lutte pour la défense des libertés démocratiques doit donc être un objectif de l'UNEF. L'exercice des libertés démocratiques est en effet la condition même de la possibilité de défendre les intérêts des étudiants.

Thème central de la grève des IO et II février, la formation des maîtres et la suppression des IPES, les universitaires en général, de par les traditions démocratiques de l'université sont attachés au respect de la démocratie. La situation particulière des IS, des IUT, d'EPS, des écoles d'art, des INSA suscite d'importantes actions.

Les faits l'ont démontré à plusieurs reprises. Ainsi les manifestations de la remise en cause des fonctions hospitalières en médecine, la sélection du 1<sup>er</sup> Mai contre la loi accélérée ont vu une forte participation d'étudiants. L'arrestation de Gilles Guilot a soulevé une vive émotion dans les facultés et il existe de nombreux exemples d'actions menées avec succès pour défendre les libertés démocratiques menacées.

Cela veut dire que l'UNEF doit dès après son congrès s'adresser à tous les étudiants et démontrer qu'elle va désormais assumer pleinement son rôle.

IV LES PROBLEMES DE LA LUTTE ENSEMBLE  
Il est nécessaire de présenter ce que veulent les étudiants et d'engager l'action chaque fois que c'est nécessaire.

La lutte des étudiants pour leurs revendications, la défense des libertés démocratiques à l'université suppose pour les étudiants l'appui de l'opinion publique, elle nécessite le soutien de toutes les organisations syndicales, la privatisation.

Parallèlement les étudiants ne vivent pas en vase clos. Les questions qui préoccupent l'ensemble de la population française, également les étudiants, des étudiants et la situation de l'université qui a des conséquences, comme le coût de la vie, des transports, les touchent tous, particulièrement les perspectives.

Les mesures prises contre l'école publique, et notamment les atteintes contre la laïcité de l'enseignement avec la manœuvre de la loi Debré la pression pour son octroi, toute la question sera donc d'intensifier à partir du congrès de l'UNEF l'action pour la jeunesse, la suppression des dépenses militaires, la nouvelle réforme du service militaire, les frappe également, enfin nous savons que les étudiants sont dégoûtés à l'avenir des salariés.

Par les difficultés qu'ils rencontrent, leurs problèmes d'avenir, les étudiants se posent non seulement les problèmes de l'Université mais aussi ceux de la société dans laquelle ils vivent et dont ils sont les salariés.

C'est dire que non seulement ils se heurtent à la politique universitaire du pouvoir, mais aussi à l'ensemble de sa politique économique et sociale. Celle-ci a les mêmes bases que l'orientation de l'université qui d'ailleurs en découle.

En effet notre époque est celle du progrès scientifique qui devrait permettre de grands progrès économiques et sociaux. Mais tout comme il limite l'élargissement et la diffusion du savoir, le pouvoir actuel refuse l'utilisation du progrès scientifique et technique conforme aux intérêts des travailleurs.

Il maintient les structures archaïques de la production, la vieille exploitation capitaliste où les travailleurs produisent les richesses sans en bénéficier. Il sacrifie la culture en refusant sa diffusion massive et donc son développement par tous.

Dans une telle société, les perspectives d'avenir des étudiants sont en ne peut plus limitées. En même temps parce que l'Université est étroitement liée aux orientations économiques de la société, toute transformation décisive de l'Université suppose une transformation fondamentale de la société.

Ainsi parce que la satisfaction durable des revendications suppose la démocratisation de l'enseignement et parce que les étudiants vivent les contradictions d'un système dont on leur interdit de discuter la finalité, que leur syndicat doit se prononcer pour une université démocratique dans une société nouvelle.

Certes il n'est pas possible de se prononcer dans l'état actuel du mouvement sur la nature exacte de cette société mais nous pouvons nous en définir les caractéristiques essentielles pour les étudiants.

En premier lieu, elle devra garantir à tous l'accès à la culture et à la formation professionnelle.

Elle devra permettre le libre développement de la connaissance et son utilisation pour l'intérêt public.

A l'inverse du système actuel elle devra être caractérisée par la démocratie ce qui signifie que les syndicats - tout en conservant leur indépendance - devront être partie prenante des discussions concernant ceux qu'ils représentent.

La réalisation d'un tel système suppose que l'on ne permette plus que les richesses radicales soient accaparées.

Dans ce cadre nous sommes attachés à la réalisation d'une université démocratique.

Une telle université -ou plutôt un tel système d'enseignement- doit permettre à chaque jeune d'accéder à la profession de son choix. Cela suppose donc une aide matérielle et pédagogique pour tous ceux qui en ont besoin.

Par ailleurs, l'Université démocratique devra être liée à la recherche afin de permettre la diffusion rapide des connaissances les plus modernes. Elle devra être gérée démocratiquement par les représentants des étudiants des enseignants, des personnels et de l'état démocratique.

Son indispensable liaison avec l'économie doit se faire en fonction de l'intérêt national, de celui des étudiants et en fonction du développement scientifique.

Au sein d'une telle université les libertés démocratiques doivent naturellement être garanties.

Enfin il est indispensable que l'Université démocratique dispose des moyens de mener à bien sa mission. Pour cela il faut que le quart du budget de l'état soit accordé à l'éducation nationale, comme le proposait le plan Langevin - Wallon dont les travaux servent de base à tout les démocrates.

Le combat pour de telles transformations est dès aujourd'hui notre combat. Contrairement à ce que prétendent les corporatistes, lutter pour la démocratisation de l'enseignement et de la société n'est pas contradictoire avec la défense des revendications des étudiants. Au contraire la satisfaction des aspirations de la majorité des étudiants suppose de tels changements.

En même temps, contrairement à ce que prétendent les anciens dirigeants de l'UNEF et les groupes gauchistes, la lutte pour les revendications immédiates n'éloigne pas de la lutte pour les changements décisifs. La lutte pour les revendications nourrit la lutte pour la démocratie en permettant aux étudiants de faire l'expérience concrète de l'action unie. Elle contraint le pouvoir à faire des investissements dans l'école et modifie donc la répartition de classe des richesses nationales. Elle préserve l'avenir de l'Université en réalisant sa défense face aux monopoles.

Enfin c'est dans la lutte revendicative que se forgent les alliances entre les étudiants et toutes les couches de la population qui ont intérêt à ce qu se réalisent de grands changements démocratiques.

## V LES ALLIES

Le mouvement étudiant n'existe pas isolément. Il est une des expressions du caractère néfaste de la société. Il ne peut triompher seul et constitue un allié important pour d'autres.

Les étudiants en effet partagent avec la jeunesse scolaire et travaillouse les problèmes de l'enseignement, de l'emploi, du service militaire. Ils participent aux luttes de la jeunesse pour le droit au métier, au loisir, à la culture.

Bien des caractéristiques des luttes des jeunes travailleurs et des lycéens se retrouvent chez les étudiants: la combattivité d'autant plus vive que c'est sa vie entière que l'on joue dans l'action pour le droit à la formation, la sensibilité aigüe à toutes les injustices.

Les caractéristiques communes à toute la jeunesse n'en fait pas pour autant on ne sait quelle force sociale opposée à toutes les autres.

Bien au contraire lorsque les étudiants exigent l'amélioration de leur situation, ils jugent indispensable d'avoir à leurs côtés leurs enseignants dont les intérêts sont identiques. Il ne s'agit pas seulement d'ailleurs des enseignants du supérieur qui sont les alliés les plus immédiats mais de l'ensemble des enseignants avec qui il doit être possible d'agir pour l'Education Nationale.

Dans la situation actuelle il s'agit de réaliser au plus vite l'unité de tous les personnels de l'Education nationale avec les étudiants et les lycéens de façon à lutter contre les plans gouvernementaux de malthusianisme et de sélection.

Ainsi mené avec les jeunes, victimes de la ségrégation sociale, avec les enseignants et les personnels victimes du manque de moyens, le combat peut être efficace.

Toutefois aucun problème national, y compris l'enseignement, ne peut être résolu sans la force qui produit les richesses: la classe ouvrière.

Les exemples sont là pour le démontrer. En Mai 68 lorsque la répression a frappé les étudiants c'est grâce à l'appui de la classe ouvrière, à la grève du 13 Mai 68 qu'il fut possible de faire reculer la répression. Les ouvriers par leur nombre, par leur place dans la production, par leurs traditions syndicales constituent la grande force du mouvement syndical et démocratique.

Aucun combat d'ensemble, aucune transformation décisive n'est envisageable en dehors de l'alliance avec les grandes centrales ouvrières.

La jeunesse, les étudiants, les enseignants, les travailleurs constituent ensemble un puissant mouvement démocratique. C'est donc une grande tâche de l'UNEF que de faire tout ce qui est en son pouvoir pour travailler au rapprochement de toutes les victimes du pouvoir des monopoles.

## VI PROBLEMES INTERNATIONAUX

Victimes en France d'un pouvoir réactionnaire, les étudiants veulent lutter contre toutes les injustices pour la paix, qui est la conditionnée-  
saire du progrès social et de la démocratie.

Partout dans le monde, les étudiants, les peuples ont à faire au même ennemi: l'impérialisme de nature belliqueuse, de celui fondé sur la domination économique d'une partie du monde et de la volonté qui en découle d'asservir les peuples et de se comporter en gendarme du monde.

L'impérialisme américain constitue l'impérialisme le plus puissant du monde et donc le principal ennemi des peuples et des étudiants de tous les pays.

Notre solidarité va donc en premier lieu aux peuples du Viet-Nam, du Laos et du Cambodge qui, agressés par une barbarie sans égale, infligent de cuisantes défaites à l'impérialisme.

Leur combat a soulevé l'admiration des milieux les plus divers de l'opinion mondiale.

Les étudiants de France participent depuis toujours au combat pour le soutien des peuples d'Indochine. Ils renforceront leur solidarité envers le GRP-qui dans le maquis et les zones libérées du Sud Vietnam organisent des écoles et des Universités pour les enfants des paysans,- envers les étudiants de la République Démocratique du Viet-Nam qui poursuivent leurs études tout en se préparant avec tout le peuple à riposter à toute nouvelle agression.

Ils saluent les victoires du front patriotique Lao et du Front Uni National du Cambodge.

Aujourd'hui, parce qu'il subit des défaites historiques, l'impérialisme accroît son agressivité. Il a agressé le Laos après avoir installé la clique Lon Nol, Siril Matak au Cambodge. Il bloque les négociations de Paris et empêche tout règlement de la situation, règlement qui suppose le retrait définitif des troupes U.S., l'indépendance des peuples d'Indochine.

Aux Etats Unis mêmes, un grand mouvement s'est développé pour la paix en Indochine. Les étudiants y tiennent une place importante ce qui conduit l'administration Nixon à une répression meurtrière, comme l'an dernier à l'Université de Kent où plusieurs étudiants furent assassinés par la police. Il se prépare à assassiner la jeune universitaire Angela Davis.

Au Moyen Orient, Nixon et le gouvernement de Tel-Aviv portent la responsabilité du conflit en refusant la libération des territoires occupés et la reconnaissance des droits du peuple palestinien.

L'UNEF doit se prononcer pour un règlement du conflit qui soit conforme aux aspirations du peuple palestinien.

La solidarité de l'UNEF va aux peuples d'Amérique Latine en lutte pour la démocratie et l'indépendance et où du Cuba au Chili les Etats Unis connaissent des revers graves.

Elle va aux peuples d'Afrique qui luttent contre le colonialisme et l'ide néocolonialisme.

En Europe, nous ne pouvons tolérer la surveillance du Fascisme comme en Grèce qui fut le berceau de la démocratie, au Portugal et en Espagne où après le recul de Franco sur Burgos, il faut obtenir maintenant la libération de tous les emprisonnés politiques.

Enfin l'UNEF tiendra à développer des liens d'amitiés avec les organisations étudiantes qui dans leurs pays connaissent un système d'enseignement démocratique. Elle s'intéressera aux réalisations scolaires et sociales des pays socialistes.

Elle combattra tout ce qui a pour but de diviser les étudiants du monde dans la lutte anti-impérialiste.

Cependant nous sommes amenés à désapprouver certains faits survenus en Tchécoslovaquie et en Pologne, sans pour cela remettre en cause la solidarité internationale.

Celle-ci suppose, devant l'agressivité de l'impérialisme, le renforcement de l'unité des étudiants du monde au sein de l'U.I.E.

Les luttes des étudiants supposent, devant l'ampleur des problèmes à résoudre, que soit créé un rapport de force permanent entre les étudiants et leur adversaire. Ce rapport de force ne peut exister de façon permanente que s'il existe une organisation nationale rassemblant les étudiants. Le Congrès de cette organisation est aujourd'hui. Il doit donc faire le bilan de ce qu'a été l'UNEF de façon à mieux définir ce qu'elle doit être.

L'UNEF a en effet un passé dont il nous faut conserver tous les aspects positifs. Elle a longtemps été l'organisation où se rassemblaient tous les étudiants, ce qui lui a permis des réalisations importantes comme les œuvres sociales et mutuelle.

Mais les problèmes nouveaux qui ont surgi à l'université et qui sont liés de son développement et des problèmes de son adaptation économique, des luttes qui en découlent, ont créés un débat que les luttes ont en partie résolues. Deux UNEF sont mortes.

La vieille conception corporatiste n'a pas survécu aux actions menées contre la guerre d'Algérie. Cette conception considérait le milieu étudiant comme homogène. Elle prétendait résoudre les problèmes dans le seul cadre de l'Université et ce en dehors de la lutte à partir d'efforts gestionnaires et d'appels à la bonne volonté des pouvoirs publics. Elle refusait toute liaison des étudiants avec le mouvement démocratique.

Sur le fond le corporatisme refuse de considérer le caractère de classe de l'Université et spéculé sur un prétendu apolitisme.

En fait, cet apolitisme c'est l'approbation de la politique du pouvoir, le conformisme à une situation. De la FNEF au Cléru les organisations dites apolitiques ont en fait été créées par le pouvoir. Elles s'opposent aux luttes des étudiants et cautionnent systématiquement les mesures du pouvoir. Cette conception de l'organisation étudiante est non seulement dépassée par les luttes, mais encore correspond aux objectifs du pouvoir.

Une deuxième conception de l'organisation a fait long feu, celle développée par les différents groupes gauchistes et tendant à minoriser l'organisation pour en faire l'appendice prétendument de masse à un appareil politique.

Une telle conception part du refus de considérer la situation des étudiants, l'hétérogénéité du milieu et la nécessité de approfondir les victimes de l'Université de classe. Elle privilégie la fonction idéologique de l'Université sur les autres fonctions.

Comme les forces sociales qui dominent le pays, elle considère les étudiants comme des privilégiés et refuse donc de considérer tout le caractère progressiste de leurs revendications. Les luttes revendicatives ont mis en échec cette conception et mis en évidence que les préoccupations tenant du mouvement politique de masse était non pas politiques, mais politiciennes ; non pas de masse, mais groupusculaires.

La volonté de s'agripper en tant qu'organisation politique à la direction de l'UNEF est apparue par trois fois. Dès le Congrès de Marseille les Trotskystes de ligue communiste quitteront l'UNEF parce qu'ils n'avaient pu s'emparer de la direction.

Depuis le PSU s'est maintenu deux ans à la direction et a vu sa base de masse se réduire au fur et à mesure du développement des luttes.

Le Congrès d'Orléans consacrait la crise des "liquidateurs" et ne pu élire qu'une direction chargée de gérer sa propre crise et en définitive contrainte à démissionner sous la pression des luttes.

Les faits ont donc démontré que la stratégie gauchiste préconise le refus du combat sur tous les fronts, la manipulation de la masse des étudiants, l'utilisation de la violence minoritaire étant inefficace pour les étudiants qui ont compris le caractère néfast, et facilement récupérable par le pouvoir.

En démissionnant le Bureau National avouait l'échec lamentable de sa politique. Mais dans sa faillite il conservait sa volonté de liquider l'organisation en passant le relais aux Trotskystes de l'AJS. Ceux-ci développent une conception démagogique de la lutte revendicative, conception qui d'ailleurs se rapproche du corporatisme puisqu'elle considère les étudiants globalement, indépendamment de leur origine sociale et du caractère de classe de l'Université. Ils refusent la lutte anti-impérialisme et lui préfèrent la critique contre les organisations de combat que se sont données les peuples et notamment les organisations qui réalisent un large front de tous les adversaires de l'impérialisme en particulier le FNL, le FUNK et le front patriotique LAO, le Path.

L'AJS s'est illustrée dans l'UNEF par l'emploi de la violence contre la démocratie syndicale et les exemples en sont nombreux de l'Assemblée Générale de Colombes en 1968 aux défenestration de CENSIER et aux violences d'ASSAS.

Tout en se réclamant verbalement de l'unité les Trotskystes de l'AJS ont pratiqué systématiquement la division, multiplié les pratiques scissionnistes dans les CA et tenu un Congrès séparé de celui qui avait été con-

voqué régulièrement par la majorité des comités d'action UNEF. Leurs conceptions ont elles aussi été mises en minorité par les étudiants et l'écrasante majorité, des syndiqués qui ont aussi refusé que le gangstérisme s'installe dans l'UNEF.

Les étudiants qui ont refusé le corporatisme et le gauchisme attendent que le Congrès de l'UNEF se prononce sur le caractère que doit prendre l'UNEF.

En effet, si l'UNEF ne saurait être une organisation ni corporatiste, ni le courroie de transmission d'une organisation politique, elle ne saurait non plus se calquer sur les organisations syndicales qui reflètent des milieux différents.

Les étudiants en effet, ne sont pas une classe sociale homogène. Ils ne sont pas non plus, c'est évident, définitivement étudiants, ils se déterminent par rapport à leur situation immédiate, mais aussi par rapport à leur avenir.

Le syndicalisme étudiant n'est donc pas comme le syndicalisme ouvrier, un syndicalisme de classe.

À l'exception d'une minorité de privilégiés, les étudiants sont issus de classes sociales dont les intérêts sont opposés à ceux des monopoles. Cela définit pour l'UNEF un contenu anti-monopoliste à l'action.

La société est en effet traversée par l'opposition entre les grands monopoles capitalistes et la masse des travailleurs manuels et intellectuels. La lutte des classes est une réalité vivante aujourd'hui reconnue par l'ensemble des organisations syndicales.

Les étudiants, victimes de l'Université de classe, y participent parce que dans leur lutte ils rencontrent pour adversaire le pouvoir et le grand patronat auquel il est lié.

Cela signifie que le syndicalisme étudiant se réfère à la lutte des classes et se place aux côtés des syndicats des travailleurs.

Appuyée sur une telle conception, l'UNEF basera son action sur la défense des intérêts des étudiants. Ceci doit en effet constituer sa raison même d'exister.

Le syndicat est en effet l'instrument de la défense des revendications. Il défend chaque revendication particulière, locale ou de catégorie et organise la cohésion des étudiants pour les défendre.

À partir d'une réflexion d'ensemble sur la situation des étudiants il harmonise les différentes revendications.

L'existence d'un syndicat national coordonnant les sections syndicales des

facultés et des villes universitaires est indispensable pour instituer un rapport de forces favorable à la satisfaction des revendications. En même temps la plupart des problèmes des étudiants sont dus à une politique d'ensemble qui nécessite une riposte d'ensemble.

Défenseur des intérêts des étudiants, le syndicat se trouve partout où ceux-ci sont en cause. Il fonde son action sur la présence dans le combat de la masse des étudiants dont il doit favoriser la prise de conscience. L'action des masses étudiantes constitue en effet la condition indispensable des succès.

Tout ce que le syndicat entreprend, il le fait pour favoriser l'action des masses, pour lui donner des points d'appui supplémentaire pour la faire aboutir au succès.

Tout en ayant l'essentiel de son action sur la lutte revendicative, l'UNEF se préoccupe de tout ce qui concerne les étudiants.

C'est pourquoi elle fait de la lutte pour la démocratie un objectif de son combat et soutient les luttes des étudiants et des peuples du monde.

Ainsi définie l'UNEF doit être une organisation syndicale de masse. Elle doit tout faire pour rassembler le plus grand nombre d'étudiants dans ses comités d'action.

Cela signifie que l'adhésion à l'UNEF n'est pas conditionnée par les opinions politiques ou philosophiques des étudiants.

L'acceptation de l'orientation du Congrès n'est pas non plus une condition d'adhésion, la seule base d'adhésion, au syndicat c'est seulement la volonté de se défendre.

Cela signifie que la pratique de la démocratie syndicale doit être la règle de l'organisation à tous les niveaux.

Pratiquer la démocratie syndicale, cela signifie d'abord que dans l'action il faut à tous les moments consulter les syndiqués et les étudiants sur le contenu et la forme de la lutte. Les masses ne sont pas des objets que l'on manipule. C'est par elles et pour elles que nous agissons et leur mouvement doit être conscient et non pas téléguidé. Nous n'avons d'ailleurs rien à craindre de la confrontation avec les étudiants. C'est même la condition de vitalité de l'organisation, de son développement constant et du succès dans le combat.

La pratique d'une telle démocratie dans l'action suppose bien évidemment la démocratie dans l'organisation.

Les adhérents de l'UNEF sont en effet égaux en droit et n'existent pas de mi-crité éclairé pour décider à leur place de leur activité.

pour que chacun participe à l'activité du syndicat, il est nécessaire que tous les adhérents soient constamment associés aux décisions.

Il y a dans l'UNEF beaucoup à faire pour y parvenir. La plupart des comités d'action, lorsqu'ils étaient dirigés par des liquidateurs se contentaient de réunions où s'affrontaient les tendances, et où la seule question était l'élection du bureau.

Il faut parvenir maintenant à implanter dans chaque asphi un comité de l'unef, à faire vivre les comités d'action des facultés non plus sur la base de l'affrontement des tendances mais sur la base de la démocratie réelle.

L'orientation, définie par les comités d'action et le congrès national, sort de base à l'activité syndicale. Nul n'a le droit d'obliger la totalité des adhérents à l'approuver.

Ce qui doit présider au débat démocratique, c'est avant tout la volonté d'être efficace dans l'action et de renforcer l'unité du syndicat, la cohésion dans l'action de la masse des étudiants et de rechercher toujours les positions qui unissent, écarter ce qui divise.

Ainsi conçue la démocratie syndicale doit permettre de renforcer l'UNEF, elle est notre force.

De grandes tâches attendent l'UNEF. Il appartient aux délégués de notre congrès de déterminer par une riche discussion l'orientation de notre organisation. De cette discussion dépendent le succès des luttes des étudiants, l'avenir de l'UNEF.

C'est maintenant au congrès de décider par ses travaux et de faire en sorte que l'UNEF réponde à l'attente des dizaines de milliers d'étudiants qui veulent combattre pour vivre et étudier tous dans des conditions décentes et qui pour cela veulent une UNEF combative et démocratique.

V I V E L E 5 9 ° C O N G R E S D E L ' U N E F !

COMMUNIQUE DU 28 FEVRIER 1971

La Commission de Préparation du 59° Congrès de l'UNEF a désigné Guy Konopnicki comme son président et a pris d'importantes décisions quant au déroulement du Congrès. Les séances du Congrès seront publiques et se dérouleront dans la grande salle de la Mutualité les 5-6 et 7 Mars 1971 de 9h à 18h. Le vendredi 5 Mars à 20h30 une soirée du Congrès sera consacrée à la solidarité internationale et au combat intersyndical, elle aura lieu dans le Grand amphithéâtre de la Sorbonne. La soirée du Samedi sera réservée aux séances de travail des commissions qui se répartiront dans les diverses facultés du quartier latin.

Enfin un rassemblement national des étudiants se déroulera dans la cour de la Sorbonne pour soutenir la délégation du Congrès qui se rendra au ministère afin d'exposer les revendications des étudiants de France.

Les étudiants de toutes les villes universitaires se rendront au rassemblement en tant que délégués des amphi et des T.P. pour faire entendre leurs revendications particulières et d'ensemble.

La commission proteste contre les entraves apportées au déroulement du congrès par le Ministère de l'Education Nationale et le Recteur de l'Académie de Paris qui ont refusé d'accorder pour les 3 jours le grand amphithéâtre de la Sorbonne.

La commission remercie les groupes communistes, socialistes et radicaux du Conseil de Paris de leur intervention auprès des autorités.